

OBSERVATOIRE
S O C I A L
MEDITERRANEEN

l'Observatoire communique par

E-mail: O.s.m@wanadoo.fr

Site internet: <http://www.mygale.org/11/obsoc/index.htm>

*Toute personne intéressée par les travaux, publications, ou productions
diverses de l'Observatoire peut s'adresser pour information ou consultation
à Mme Bernadette MILLE, Tel 04 96 11 10 90*

L'OBSERVATOIRE SOCIAL MEDITERRANEEN,

*un outil d'analyse de l'impact des politiques sociales dans les
départements de la façade méditerranéenne et d'aide à la décision.*

O.S.M. 90 rue de Rome 13006 Marseille Tél 04 96 11 10 90 Fax 04 96 11 10 91

Sa méthode d'intervention

L'Observatoire intervient à la demande d'administrations publiques, de collectivités locales et d'organismes sociaux publics ou privés pour répondre à un besoin d'ajustement ou de modification dans l'exécution d'une politique sociale. Sont analysés les effets de la mise en oeuvre d'une politique sociale (par un dispositif, des mesures d'actions sociales) auprès de la population concernée, sont réalisés des diagnostics de situation sociale en vue de parfaire l'action à développer localement. Chacun de ces travaux énoncent des préconisations opérationnelles dont le décideur pourra s'emparer, soit dans une logique de rationalité interne, soit dans une perspective de complémentarité avec d'autres partenaires.

Des exemples d'intervention

- A partir de TRAISE, l'Observatoire a produit une analyse factorielle permettant une lecture synthétique de la précarité, positionnant les communes du département entre elles. Ont pu être ainsi repérées des « poches de précarité », des relations différenciées entre les risques et les ressources présentes localement. Un tableau de bord a été édité suite à ce travail, construit en partenariat avec les professionnels du social, qui permet de suivre l'évolution des situations de précarité potentielle et réelle sur plusieurs années.
- Dans le cadre de l'amélioration de l'accès et du maintien des personnes en difficulté dans le logement, l'Observatoire a mis au point un système d'analyse des données permettant le suivi régulier dans le temps des pratiques d'attribution et de l'impact des aides allouées par le Fonds de Solidarité pour le Logement.
- L'Observatoire a construit un système de traitement des données relatives aux phénomènes de délinquance, d'inadaptation et de déviance en réalisant de nombreux diagnostics locaux de sécurité auprès des Conseils Communaux de Prévention de la Délinquance. Ce système permet aujourd'hui d'envisager la création d'un Schéma Départemental de Prévention.
- Dans le domaine de la lutte contre l'exclusion, plusieurs études alimentent la connaissance des processus et des parcours d'insertion des publics bénéficiaires du RMI. Les résultats de cette démarche conduisent à des préconisations concrètes d'amélioration des dispositifs, et à des possibilités de comparaisons de leur efficacité dans des territoires différents.

Comment l'Observatoire fonctionne-t-il ?

Son Conseil d'Administration

Sous la présidence de **M. Jean Paul PFISTER**, ancien administrateur civil du Secrétariat aux Affaires Régionales (SGAR-PACA), le conseil d'administration se compose de représentants de l'Observatoire National de l'Action Sociale Décentralisée (ODAS), de l'Association Méditerranéenne de Prévention de la Toxicomanie (AMPT), de l'Institut Méditerranéen de Formation (IMF), de l'Association de Développement des Actions d'Insertion (ADAI-13), de la Direction de l'Action Sociale de la Ville de Martigues, du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Marseille, de l'Association Départementale de Développement des Actions de Prévention (ADDAP-13), des services du Conseil Général de Vaucluse, de l'Association Moderniser Sans Exclure (AMSE), du Centre Régional d'Etudes et d'Observation des Politiques et des Pratiques Sociales (CREOPS-04), du Centre d'Hygiène Alimentaire et d'Alcoologie de Vaucluse (CHAA).

Son Comité des Partenaires

Le comité des partenaires est une instance placée auprès du conseil d'administration, représentant les principaux acteurs des politiques sociales dans la région. Organe consultatif sous la responsabilité d'un membre du conseil d'administration (**M. Jean DUTECH, Cadre Territorial**), il réunit au niveau décisionnel les participants des systèmes d'observation dans les différents départements.

Ce comité définit les grandes orientations d'analyses et d'expertises à partir de ces systèmes. Il veille à une stricte application des règles déontologiques: égalité des partenaires, échanges équitables des informations, conformité aux normes édictées par la Commission Nationale Informatique et Libertés, et respect des règles de confidentialité et de discrétion dans la diffusion des résultats des travaux de l'Observatoire.

Ses groupes techniques

A l'échelle territoriale du département, où les principaux acteurs des politiques sociales ont décidé de mettre en oeuvre un système d'observation partagée, sont constitués des groupes de réflexion. Ils rassemblent des techniciens et ont pour rôle essentiel d'harmoniser la collecte des données, d'élaborer les indicateurs, de définir consensuellement leur valeur de sens et d'interpréter statistiquement leur traitement. Les groupes techniques constituent le lieu d'échange de connaissances et d'interprétations des résultats, de façon inter-institutionnelle et concertée.

Son Conseil Scientifique

Mis en place en 1991, il fut présidé à l'époque par le Directeur régional de l'INSEE. Il veilla alors plus particulièrement à la validation des logiciels originaux de traitement de données statistiques, élaborés conjointement avec l'équipe de chercheurs de l'Observatoire.

Egalement placé auprès du conseil d'administration et sous la responsabilité d'un de ses membres (*Mme Annick RLAHI, Docteur d'Etat en Economie*), le conseil scientifique est présidé par *Mme Françoise LORCERIE* de l'Institut de Recherches et d'Etudes sur le Monde Arabe et Musulman (IREMAM d'Aix-en-Provence). Il reste chargé essentiellement de la validation scientifique des méthodologies d'observation mises en oeuvre. Il s'attache la collaboration de chercheurs de l'Université, du CNRS et d'administrateurs de l'INSEE.

Son équipe d'intervention pluridisciplinaire

Les intervenants sont socio-ethnologue, psychologue-criminologue, socio-économiste et cadre social-informaticien.... Ces compétences permettent des spécialisations par domaine (prévention de la délinquance, insertion, logement, interface entre les techniciens du social et l'utilisation de l'outil statistique...) mais aussi d'aborder les analyses sectorielles selon des angles d'observation complémentaires, associant des méthodes de travail diversifiées.

Composition de l'équipe permanente

M. Jean-André CARRENO, directeur de l'Observatoire, spécialisé sur les questions d'interdépartementalité,

Mme Nicole LIRONVILLE, chargée de recherche, spécialisée dans les problématiques du logement et de l'insertion, responsable du suivi de la banque de données TRAISE,

Mme Sahra MEKBOUL, chargée de recherche, spécialisée dans les problématiques de la délinquance et de l'insertion,

Mme Bernadette MILLE, responsable de gestion et des contacts avec l'extérieur.

Un partenariat dans l'observation partagée: TRAISE

Le nombre des praticiens et organismes associés est susceptible d'évoluer au gré du développement des besoins de l'observation. Nous avons choisi de présenter ci-dessous la liste de ceux engagés dans le système d'observation des Bouches du Rhône, en particulier dans l'alimentation de la banque de données TRAISE.

Ceux dont la compétence première relève du domaine statistique ou de la recherche: l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE), l'Institut National de la Santé et des Recherches Médicales (INSERM), et le Centre d'Animation et de Ressources de l'Information sur la Formation (CARIF, organe régional).

Ceux qui interviennent directement dans le champ d'observation: Association Départementale pour le Développement des Actions de Prévention (ADDAP), Association de Prévention et d'Éducation Culturelle (APEC), ASSEDIC, Banque de France, Caisse d'Allocations Familiales, Caisse Primaire d'Assurance Maladie, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Direction Départementale des Interventions Sociales et Sanitaires (DDISS-CG), Direction Départementale de la Jeunesse et des Sports (DDJS), Direction Départementale de la Sécurité Publique (DDSP), Direction Régionale de l'Emploi, du Travail et de la Formation Professionnelle (DRTEFP), Direction Régionale de l'Équipement (DRE), Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DRPJJ), Fonds d'Actions Sociales (FAS), Gendarmerie, Inspection Académique, Maison de l'Apprenti, Ministère de la Défense, Mutualité Sociale Agricole (MSA), Permanences d'Accueil d'Information et d'Orientation, Missions Locales, Rectorat d'Académie, Services de Sauvegarde Spécialisée pour l'Enfance et l'Adolescence (SSSEA), Tribunaux, Union Départementale des Associations Familiales (UDAF).

Une coopération en réseau

L'Observatoire Social Méditerranéen entend développer une coopération en réseau avec des organismes similaires intervenant dans d'autres régions françaises, en Europe et dans les pays riverains du Bassin Occidental de la Méditerranée. Il est reconnu comme « relais expert » par les autorités françaises dans le cadre du programme MEDA de l'Union Européenne.

L'Observatoire s'associe, selon les besoins, avec des organismes d'études spécialisés relevant de l'Université, du CNRS ou du secteur privé.

Afin d'intensifier cette coopération en réseau, l'Observatoire s'est doté de systèmes de communication informatiques « en ligne »: site internet et adresse électronique.